

Le pouvoir aux travailleurs

26 SEPTEMBRE 1993

N° 13

PRIX : 50 f

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Sommaire

	PAGES
Editorial FACE A LA CRISE, LES DIRIGEANTS RECHERCHENT UNE UNITE IRREALISABLE.	2
COTE D'IVOIRE :	
- RETRAITES : LEUR DETERMINATION A PAYE	3
- GREVE DU PERSONNEL DE LA SANTE	3 - 4
SENEGAL : VIVE LA GREVE GENERALE	4 - 6
MACI : LE GOUVERNEMENT PREPARE UN MAUVAIS COUP CONTRE LES TRAVAILLEURS	6
CENTRAFRIQUE :	
- UN VALET DE L'IMPERIALISME LACHE AU PROFIT D'UN AUTRE	7
NIGERIA : LE MECONTENTEMENT GRONDE CONTRE LE NOUVEAU GOUVERNEMENT	8
- 100 MILLIONS DE MIGRANTS : C'EST LE CAPITALISME QUI EST RESPONSABLE	9 - 10
- APRES 45 ANS D'HUMILIATION DU PEUPLE PALESTINIEN, UN PROJET D'ACCORD ENTRE ISRAEL ET L'OLP	11 - 12

1944

1945

1946

1947

1948

1949

1950

1951

1952

1953

1954

1955

1956

1957

1958

1959

1960

1961

1962

1963

1964

1965

1966

1967

1968

1969

1970

1971

1972

1973

1974

1975

1976

1977

1978

1979

1980

1981

1982

1983

1984

1985

1986

1987

1988

1989

1990

1991

1992

1993

1994

1995

1996

1997

1998

1999

2000

2001

2002

2003

2004

2005

2006

2007

2008

2009

2010

2011

2012

2013

2014

2015

2016

2017

2018

2019

2020

2021

2022

2023

2024

2025

FACE A LA CRISE, LES DIRIGEANTS RECHERCHENT UNE UNITE IRREALISABLE.

Les 20 et 21 septembre, se sont réunis à Abidjan les ministres de l'Economie et des Finances de la Zone Franc (la France et les 14 Etats africains francophones). Ils ont décidé d'un certain nombre de mesures visant à regrouper ces Etats africains en un "ensemble intégré en vue de mieux lutter contre la crise". La Zone Franc apparaît aux yeux de ces ministres comme un moyen essentiel de réalisation de l'unité de ces Etats.

Ainsi, ces messieurs ont attendu cette période de crise où la quasi totalité des pays d'Afrique sont ruinés par les effets conjugués notamment de l'effondrement des cours des matières premières et le poids asphyxiant de la dette extérieure, pour comprendre que même le semblant d'unité monétaire au sein du CFA est menacée d'éclatement par les égoïsmes nationaux aiguisés par les effets de la crise. Alors ils tirent la sonnette d'alarme et ressortent les vieux discours unitaires.

Pourtant, cette idée de s'unir, de créer les Etats-Unis d'Afrique n'est pas nouvelle. Elle a été défendue bien avant les indépendances, à une époque où cette unité existait déjà dans une certaine mesure, sous la forme de la constitution de grands empires coloniaux (dans l'intérêt, bien évidemment, des puissances colonisatrices). Il eût été possible de conserver ces grandes fédérations (par exemple l'ex-AOF et l'ex-AEF) telles quelles au moment de leur accession à l'indépendance. Mais aucun dirigeant africain ne s'était réellement battu, ne serait-ce que pour le simple maintien d'une telle unité.

Au contraire, tous les dirigeants africains voulaient être présidents dans leurs pays d'origine respectifs. Même pour ceux qui pouvaient paraître sincères, comme Nkrumah ou Sékou Touré, l'unité de l'Afrique n'était qu'un simple sujet de discours. Et dès le lendemain des indépendances, ils étaient tous d'accord sur "l'intangibilité" des frontières nationales héritées de la colonisation. Ainsi, l'OUA qu'ils ont créée est de fait dès le début un instrument de désunion et non d'union.

Plus de trente ans après les indépendances, tous les dirigeants africains qui se sont succédé au pouvoir (par un coup d'Etat, par une lutte armée ou simplement au moyen des élections truquées) se sont largement enrichis grâce à leurs Etats nationaux. Et c'est bien parce que le pouvoir leur permet de s'enrichir que certains, comme Mobutu ou Eyadéma, s'y accrochent désespérément; ou d'autres comme Habré au Tchad, utilisent tous les moyens - y compris en dressant les populations les unes contre les autres - pour y accéder.

Et ce n'est pas aujourd'hui, à l'abri de leurs armées dites nationales, qu'ils sont bien repus des fruits doux du pouvoir qu'ils vont renoncer d'eux-mêmes à une parcelle de celui-ci. C'est ainsi qu'au cours de cette réunion des ministres de l'Economie et des Finances, toute intention de mettre en place une institution supranationale a suscité de nombreuses réticences ou hostilités. Même si finalement, celles-ci ont été dans l'ensemble surmontées et que certaines décisions ont été prises, il n'y a aucune chance que ces décisions entrent effectivement en application.

L'unité de l'Afrique serait incontestablement un progrès si les dirigeants africains pouvaient la réaliser. Mais ils en sont incapables. Seuls les travailleurs et l'ensemble des pauvres d'Afrique n'ont aucun intérêt à maintenir les frontières nationales qui constituent au contraire des prisons pour eux. C'est pourquoi, s'ils prennent conscience de la nécessité de s'organiser politiquement à l'échelle du continent, cela constituera déjà un pas vers la création des Etats-Unis d'Afrique. Autrement dit, cette unité ne sera possible que sur la base du socialisme.

RETRAITES : LEUR DETERMINATION A PAYE

Le 6 septembre, les retraités ont dressé des barricades sur le boulevard De Gaulle, à Adjamé-Nord. Il a fallu l'intervention des forces de l'ordre pour enlever les barricades et rétablir la circulation. Deux jours après, les retraités n'ont pas hésité à se coucher sur la même voie. Par ces différentes actions, ils entendaient exprimer leur colère contre les retards répétitifs du paiement de leurs pensions.

Ils avaient tout à fait raison. Ils n'ont pas d'autres ressources que leurs pensions, étant donné qu'avant la retraite il leur était difficile de faire des économies. En effet, comment mettre un peu d'argent de côté quand les salaires sont bien souvent maigres et qu'en plus il faut faire vivre plusieurs personnes avec cela? Alors, les retraités n'ont que leur pensions pour vivre, eux et leurs familles.

Ils avaient déjà bien du mal à joindre les deux bouts même

quand les pensions étaient régulièrement versées. Mais depuis deux ans, leur situation est rendue encore plus difficile par les retards scandaleux du paiement des pensions. Ils ont grogné, protesté verbalement contre ces retards. En vain. Alors pour se faire entendre, ils ont utilisé cette fois-ci des moyens de lutte qui montraient bien toute leur détermination et qui ont surpris en même temps les autorités par leur caractère inattendu.

Trois jours après le début de leurs manifestations, les retraités ont commencé à toucher leurs pensions du mois d'août. Ils ont eu la satisfaction d'obliger les autorités à abréger le retard du versement des pensions. Leur lutte montre aussi que les autorités ont tout intérêt à prendre leurs dispositions pour que leurs prestations soient régulièrement versées -et à temps. Autrement, ceux-ci savent désormais comment ils peuvent se faire payer en gardant leur dignité.

GREVE DU PERSONNEL DE LA SANTE

Le 9 septembre, une grève de 48 heures, reconductible, a eu lieu aux trois CHU, à l'INSP (Institut National de Santé Publique) et à l'Institut de Cardiologie. Les grévistes ont fait preuve d'une grande solidarité, et seul un service minimum a été assuré au cours de la grève qui a duré une semaine. Ils protestaient ainsi contre le retard (allant parfois jusqu'à deux mois) du paiement de leurs

salaires et exigeaient que le gouvernement s'engage par écrit à les payer tous les 30 du mois.

Mais celui-ci, par la voix de certains de ses responsables du ministère de la santé, a d'abord commencé par prendre la grève à la légère en disant que ce retard de paiement de salaires n'était rien à côté de plusieurs mois d'arriérés de salaires que connaissent

certains pays comme le Togo. En disant cela, le gouvernement reconnaît à sa façon que ses caisses sont vides comme celles de certains pays africains. Mais les salariés de la santé ont raison de refuser de travailler le ventre creux, sous un prétexte aussi futile.

Dès le début du mouvement de grève, le gouvernement a tenté de diviser les grévistes en payant les employés du CHU de Cocody et pas les autres. Mais les grévistes ne sont pas tombés dans le piège. Car ils sont conscients que leur force réside dans leur unité d'action. Finalement, le gouvernement est obligé de

reculer, en payant les salaires de tout le personnel de la santé, mais il a refusé de le confirmer par écrit.

Cependant, en obtenant une réponse positive à une partie de leurs revendications au bout d'une semaine de lutte, c'est avec un peu de satisfaction que les grévistes ont repris le travail. Pour arriver à ce résultat, ils ont eu l'intelligence de ne pas se laisser diviser et d'étendre la grève dans tout le service de la santé d'Abidjan. Mais leur grève aurait eu beaucoup plus de force et d'efficacité, si elle était étendue dans tout le pays.

SENEGAL :

VIVE LA GREVE GENERALE !

La journée du 1er septembre a été une journée de grève générale au Sénégal lancée par les organisations syndicales contre la décision gouvernementale de diminuer les salaires des fonctionnaires de 15%.

Cette journée de grève a, semble-t-il, été un succès. Elle a été suivie aussi bien par les travailleurs du public que du privé, et cela, aussi bien dans l'agglomération de Dakar que dans d'autres grandes villes. Même les marchés, d'habitude grouillant d'activités, étaient désertés par la population en guise de soutien à l'opération "ville morte" demandée par les organisations syndicales.

Le succès de cette journée d'action montre à quel point cette mesure de réduction des salaires dans la fonction publique touche l'ensemble de la population sénégalaise. Il faut rappeler que les salaires des

fonctionnaires étaient déjà bloqués depuis plusieurs années et que parallèlement le gouvernement avait - dans le cadre du plan d'ajustement structurel exigé par le FMI pour obtenir de nouveaux crédits - lancé un plan de licenciement dans la fonction publique. Ce plan était déguisé en "départ volontaire" avec une prime pour ceux qui acceptaient de démissionner. Il y aurait eu ainsi près de 3 800 agents de la fonction publique touchés par cette première mesure sur les 66.000 fonctionnaires que compte le Sénégal.

Mais cela ne suffisait pas pour satisfaire les exigences des dirigeants du FMI et des différents bailleurs de fonds internationaux. Le gouvernement fit alors une sorte de chantage aux fonctionnaires en leur disant que c'était soit le licenciement pur et simple de 13.200 fonctionnaires supplémentaires soit une

ponction de 15 % sur les salaires. C'est cette dernière solution qui a été décidée mais rien ne dit que demain les licenciements ne vont pas continuer.

Nous ne savons pas comment cette réduction de 15 % va être répartie sur les salaires car enlever 15% sur le salaire d'un haut fonctionnaire ou d'un ministre qui touche trois millions de FCFA (sans compter les divers avantages non comptabilisés dans les salaires) ce n'est pas la même chose qu'enlever cette même proportion sur le maigre salaire d'un petit fonctionnaire qui, par dessus le marché, doit faire vivre une famille nombreuse.

A la fin de cette journée d'action qu'ils avaient par avance limitée à une seule journée, les dirigeants syndicaux se sont précipités devant la presse pour se féliciter. Ils ont, tour à tour, demandé aux autorités de négocier avec eux avant de prendre des décisions. En réalité, ce qu'ils reprochent au gouvernement, c'est de ne pas les avoir associés à l'élaboration du plan.

Ces dirigeants syndicaux qui prétendent défendre les intérêts des travailleurs et des petits fonctionnaires défendent en réalité leurs propres intérêts de bureaucrates. Car s'ils voulaient arracher les revendications, ils n'auraient pas par avance limité la grève à une journée et demandé aux gens de rester chez eux afin de faire de Dakar et des grandes agglomérations du Sénégal des "villes mortes" mais au contraire en faisant des villes bien "vivantes" avec des gens agissant dans les rues et dans les lieux de travail, c'est-à-dire là où leurs actions sont les plus efficaces pour obtenir

satisfaction.

En fait ils ne voulaient pas que cette grève fût une lutte pour arracher des revendications face à l'Etat et à l'ensemble du patronat, mais une simple journée "de protestation". Ils ne voulaient surtout pas que cette grève fût considérée comme une grève "politique" contre le gouvernement mais comme "un avertissement". Pour ces gens-là, la grève des travailleurs n'est rien d'autre qu'un moyen de se faire valoir auprès des dirigeants du pouvoir.

Du côté des partis politiques de l'opposition, notamment du côté du PDS de Wade, cette journée fut une occasion de dénoncer hypocritement les mesures d'austérité. Wade appelait lui aussi à "une riposte populaire". Il a eu le culot de prétendre qu'il n'a "jamais cessé de dire que le gouvernement du PS nous menait à la catastrophe". Et pourtant, il y a quelques mois encore, il était avec un certain nombre des dirigeants de son parti, membre du gouvernement de Diouf qui menait "à la catastrophe". Ils avaient approuvé toutes les mesures d'austérité appliquées à l'époque, telles les licenciements dans la fonction publique, le blocage des salaires et la diminution des dépenses de l'Etat dans les secteurs utiles comme les hôpitaux, les dispensaires ou les maternités.

Durant la campagne pour les élections présidentielles il avait même annoncé qu'il fallait "réduire la masse salariale" de l'Etat afin de résorber le déficit budgétaire et par conséquent d'attirer la bienveillance des dirigeants du

FMI. Mais ce n'est pas la première fois que Wade se trouve en flagrant délit de mensonge. C'est un politicien bourgeois sans scrupule, et qui n'a qu'une seule ambition dans la tête, celle d'être un jour à la tête de l'Etat pour y mener fondamentalement la même politique que ses prédécesseurs.

Alors, les travailleurs et les petites gens n'ont rien à attendre des politiciens fussent-ils de l'opposition comme Wade ni

même des dirigeants syndicaux qui se soucient beaucoup plus de leur carrière politique que des revendications des travailleurs.

Alors, les travailleurs n'obtiendront satisfaction que par leur propre lutte, par leur détermination et par leur contrôle démocratique de leur combat. Par cette grève, ils ont montré leur force et leur capacité de se défendre. C'est le chemin à suivre.

MALI :

LE GOUVERNEMENT PREPARE UN MAUVAIS COUP CONTRE LES TRAVAILLEURS

Le gouvernement d'Alpha Konaré vient d'annoncer qu'il cherchait des moyens pour réduire l'éternel déficit budgétaire et soi-disant pour assainir l'économie du pays. C'est un mauvais coup en préparation contre les travailleurs.

Pour le moment il n'a pas dit par quel moyen il compte arriver à réduire ce déficit annoncé. Va-t-il s'en prendre aux salaires des travailleurs comme vient de le faire son ami et frère de classe, Abdou Diouf au Sénégal ? Car ce dernier a eu le culot de prendre la décision non pas pour réduire les bénéfices du patronat et des privilégiés sénégalais mais soustraire de 15% les salaires des fonctionnaires.

Konaré aura sûrement l'envie de suivre l'exemple de Diouf, mais pour le moment il n'a pas osé le dire clairement. Craint-il la réaction de la classe ouvrière et des petits fonctionnaires qui font déjà partie de ceux qui sont les plus mal payés d'Afrique ? Quand on sait que les salaires dépassent rarement les 30.000

FCFA, pour ceux qui ont la chance d'en avoir un, on imagine ce que pourrait être la réduction de ce maigre salaire et surtout la colère que cela pourrait provoquer. L'exemple de la réaction de la classe ouvrière sénégalaise qui a déclenché une grève générale pour riposter contre les attaques perpétuées par le gouvernement d'Abdou Diouf est là pour démontrer que les travailleurs ne sont pas prêts à se laisser faire.

Tous ces gouvernements réactionnaires à la solde de l'impérialisme ne rêvent que de protéger les intérêts du patronat et de leur maître, l'impérialisme français et ses alliés, au détriment des intérêts des classes laborieuses.

Si les travailleurs ne veulent pas subir ce plan d'austérité annoncé ou en préparation, ils n'ont pas d'autres moyens que de s'organiser pour lutter contre la dégradation de leurs conditions de vie et de travail.

CENTRAFRIQUE :

UN VALET DE L'IMPERIALISME
LACHE AU PROFIT D'UN AUTRE

Les résultats des élections présidentielles en Centrafrique ont été annoncées. L'homme de la France, le général Kolingba a perdu. Il arrive, avec 12% des voix, en quatrième position derrière Ange Patassé (37%), Abel Goumba (21%) et David Dacko (20%). Prévoyant sa défaite aux élections présidentielles et législatives qui ont eu lieu le 23 août, il a annoncé juste avant la publication des deux résultats, la modification du code électoral. Une manoeuvre pour essayer d'annuler ces dernières élections et remettre ainsi en cause sa défaite.

Les petits calculs électoraux de ce dictateur se sont révélés faux. La France ne le soutient plus; elle a menacé de supprimer toute aide financière si Kolingba ne se soumet pas au verdict des urnes. Finalement le général dictateur a fait marche arrière. Il a préféré écouter la voix de son maître l'impérialisme français.

La France a lâché son homme de paille après dix ans de soutien inconditionnel, tout autant qu'elle a laissé tomber les dictateurs précédents, Bokassa et David Dacko. Aujourd'hui l'impérialisme français a estimé que ce dictateur est incapable d'assurer le calme dans le pays.

Le régime de Kolingba est pourri; les fonctionnaires ne sont pas payés régulièrement. L'économie est en banqueroute. Et si la France menace de supprimer les aides, ce n'est nullement par souci du respect de la démocratie en Centrafrique. En fait l'impérialisme français a peur que le changement se fasse sans son intervention à quelque niveau que ce soit. Mille cinq cents hommes de troupe de l'armée française assurent la sécurité des trusts français dans le pays.

Il y aura certainement bientôt un deuxième tour des élections présidentielles avec les deux gagnants du premier. Si Abel Goumba se présente comme opposant au régime en place en Centrafrique, Ange Patassé quant à lui n'est pas un homme nouveau. Il est l'ancien premier ministre de Bokassa, c'est en quelque sorte la solution de rechange pour l'impérialisme français.

Dans les tous cas, ces élections, quel que soit le gagnant parmi ces deux hommes, ne régleront rien aux problèmes qui se posent dans ce pays, en particulier à la vie de tous les paysans pauvres et les travailleurs.

NIGERIA:

LE MECONTENTEMENT GRONDE
CONTRE LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Comme la plupart des dictateurs africains tels que Mobutu (Zaire), Eyadéma (Togo) et récemment Kolingba (CENTRE-AFRIQUE), celui du Nigéria le général Babangida a, lui aussi, annulé les élections dont le résultat lui était défavorable.

Ces dictateurs-là veulent bien accepter le jeu démocratique à condition que cela leur profite. Sinon ils sortent leurs griffes. Babangida a déclaré nul le résultat des élections présidentielles. Le candidat qu'il soutenait, paraît-il, a été battu par un autre candidat de l'opposition. Mais devant les pressions de l'impérialisme américain et anglais, il a finalement cédé en démissionnant de son poste de président et en nommant un gouvernement de transition civil à sa botte.

A peine installé, le gouvernement intérimaire a commencé à sévir. Tous ceux qui contestent la nullité du scrutin du 12 juin décidé par Babangida sont considérés hors-la-loi. Des responsables politiques ont été jetés en prison. En outre ce gouvernement intérimaire a maintenu l'augmentation du prix de pétrole pour les particuliers. Cette mesure impopulaire avait été levée par l'ancien gouvernement suite à des

manifestations.

Du coup les manifestations ont repris pour exiger la démission du gouvernement de transition et l'annulation de l'augmentation du prix du pétrole pour les particuliers. Plusieurs grèves dont une générale ont paralysé le pays. Les transports terrestres et aériens ont été bloqués.

Le gouvernement intérimaire, devant l'ampleur du mouvement de grève a lâché du lest. Des prisonniers ont été relâchés dont des journalistes mais tous les journaux plus ou moins de l'opposition restent interdits. Pour ce gouvernement, il n'est pas question de revenir sur les élections annulées.

Certains démocrates nigériens veulent que l'on se plie aux résultats des élections annulées du 12 juin dernier qui ont donné vainqueur le millionnaire Abiola actuellement à Londres.

Mais cet homme richissime qui attend tranquillement dans un hôtel de luxe le feu vert de ses maîtres américains et anglais de rentrer, s'il arrive au pouvoir, ne fera rien pour les déshérités. Les intérêts de la population laborieuse sont très loin de ses préoccupations.

100 MILLIONS DE MIGRANTS :

C'EST LE CAPITALISME QUI EST RESPONSABLE

Sous le thème "Les individus et le monde : population, migration et développement dans les années 90", on a célébré pour la 4e fois la journée mondiale de la population.

"Fraternité Matin" en a fait l'écho. Les organisateurs de cette manifestation ont estimé qu'il y a aujourd'hui 100 millions de migrants à travers le monde. Ils attribuent cette situation à plusieurs raisons. Elle est essentiellement due, selon eux, à "un processus social lié à l'économie et aux troubles sociaux. Elle peut être aussi, disent-ils, le résultat d'une combinaison de facteurs contre la pauvreté, la croissance démographique et la dégradation de l'environnement", etc. Ils reconnaissent également que ce problème frappe surtout les masses paysannes des pays pauvres.

En effet, il existe un véritable problème de migration à travers le monde. Tant à l'intérieur d'un pays ou entre un pays et un autre ou entre un continent et un autre, des centaines de millions de personnes quittent leur village, leur ville, leur région pour aller chercher ailleurs une éventuelle vie meilleure. Pour la plupart, ils fuient la misère, les maladies, la pauvreté sous toutes ses formes. On en trouve aussi qui s'en vont à cause de l'insécurité, des guerres ethniques ou autres ou tout simplement à cause de la violence exercée par des bandes armées qui

assassinent, pillent rançonnent, vivant ainsi sur le dos de l'habitant.

Mais ce que ne disent par les organisateurs de la journée mondiale de la population, c'est d'où viennent la misère, les maladies et autres violences qui obligent des centaines de millions de personnes à être de perpétuels migrants ? Il est sans conteste que ces fléaux ne tombent pas du ciel ! Ils sont les résultats, le produit du système capitaliste. La migration, qui est la conséquence, aussi. C'est le capitalisme qui en réduisant la majorité de la population de la planète à la misère et à des conditions de vie indignes de notre époque transforme des centaines de millions de personnes en migrants sans aucun espoir d'ailleurs d'avoir un chez eux. Notamment dans les pays pauvres.

En effet, si dans les pays riches, en France, en Angleterre ou aux Etats-Unis, grâce à l'exploitation de la population du monde mais aussi de leur peuple, le système capitaliste a permis à la bourgeoisie de ces pays d'accumuler des richesses colossales, dans les autres régions de la planète, comme en Afrique, à la place des anciens modes d'organisation communautaires, il n'a produit que la misère et autres calamités. La loi de l'argent, entraînant derrière elle de plus en plus de pauvreté pour la majorité de la population, surtout des masses paysannes

pauvres, réduit une bonne partie de celles-ci en de perpétuels migrants.

A cause de la misère, de la famine ou des maladies, des millions des gens quittent les campagnes pour venir s'entasser dans nos bidonvilles, comme à Abidjan, à Douala, à Dakar, à Lagos, où ils vivent dans la précarité, à côté des égouts à ciel ouvert et autres saletés. Les plus chanceux d'entre eux arrivent à aller ailleurs, notamment dans les pays riches, comme en France par exemple, où ils deviennent des prolétaires surexploités et mal payés.

C'est ainsi par exemple que dans certaines régions de l'Afrique, comme au Mali, des villages entiers se sont dépeuplés. On n'y trouve que des femmes qui dirigent. Les hommes valides, surtout les jeunes, sont allés ailleurs, dans les régions voisines, plus ou moins riches ou en Europe.

Alors oui, si on veut résoudre le problème de migration dont sont victimes des millions de pauvres sur la planète, ce n'est pas du côté de nos dirigeants qui se contentent de mots creux qu'il faut regarder. La misère, la famine, les maladies, les guerres et autres violences et leurs conséquences dramatiques, comme la migration, imposées à la majorité des populations du monde sont les résultats du capitalisme, du système sur lequel ils veillent au service de la bourgeoisie mondiale. Si l'on veut s'attaquer

au problème de migration forcée des populations, il faut le combattre à la racine, il faut s'attaquer à la misère et autres fléaux qui lui donnent naissance. Mais vouloir s'attaquer à la misère, aux maladies, aux guerres et aux violences de toutes sortes, c'est surtout s'attaquer au capitalisme qui en est la source profonde.

Jamais l'humanité n'a été aussi riche qu'aujourd'hui. Il existe à l'échelle du monde des richesses colossales pouvant permettre de nourrir, de vêtir, de soigner, d'éduquer, de loger tous les hommes de la planète où qu'ils soient. Mais le capitalisme veut que cette richesse, qui est le patrimoine de l'humanité entière, soit utilisée pour faire du profit et non pour résoudre les problèmes des hommes. C'est pourquoi, il est nécessaire d'en finir avec ce système-là. C'est en engageant le combat visant la destruction du capitalisme, en mettant en place un système pour mettre en commun les richesses qui existent pour résoudre leurs besoins que les travailleurs, les paysans pauvres et l'ensemble des opprimés pourront mettre fin à l'exploitation et à la misère, sources de tant de fléaux dont la migration.

Mais, pour cela, où qu'ils soient, ici en Afrique ou ailleurs, les prolétaires ont intérêt à s'organiser, à avoir des organisations politiques qui leur soient propres.

**APRES 45 ANS D'HUMILIATION
DU PEUPLE PALESTINIEN,
UN PROJET D'ACCORD
ENTRE ISRAEL ET L'O.L.P.**

Les dirigeants d'Israël et ceux de l'O.L.P., la centrale palestinienne, ont négocié en secret en Norvège un projet d'accord. A l'heure actuelle c'est à Washington et sous le "parrainage" direct de l'impérialisme américain que se poursuivent les négociations.

Pendant ce temps, Shimon Perez, le chef de la diplomatie israélienne entame une tournée auprès des principaux dirigeants occidentaux pendant que Yasser Arafat tente d'obtenir l'aval des dirigeants arabes.

S'il est signé, en quoi consiste cet accord de principe?

Il s'agit de l'autonomie de la bande de Gaza et de Jericho. La bande de Gaza est une région de 500 km² coincée entre la méditerranée d'un côté et le Sinaï (désert égyptien) et Israël de l'autre. Une sorte d'immense prison où sont entassés 800 000 palestiniens (seuls 10 000 d'entre eux ont le droit de sortir vers Israël). Les militaires israéliens y imposent un couvre-feu presque permanent et y tuent même les adolescents en bas âge.

Jericho est un tout petit bout de terre situé en Cisjordanie occupée et ne bénéficie d'aucune voie de communication directe avec Gaza. Dans ces zones, les nouvelles autorités palestiniennes prendraient en charge l'essentiel des fonctions administratives y compris celle du maintien de l'ordre. Si cet essai paraît satisfaisant pour les dirigeants israéliens, un "conseil palestinien" pourrait être étendu

à l'ensemble de la Cisjordanie après des élections sous haute surveillance.

Même une fois l'autonomie accordée, l'armée israélienne demeurerait présente dans les endroits stratégiques sous prétexte de protéger les colonies de peuplement juif, armées elles-mêmes jusqu'aux dents. En réalité, on est loin de la constitution d'un Etat palestinien, même "croupion", objectif dérisoire vers lequel les dirigeants de l'O.L.P. ont réduit 45 ans de résistance héroïque de ce peuple spolié et privé de toute reconnaissance.

Même si l'accord devenait effectif et appliqué, ce qui est loin d'être acquis, ces régions ont plus de chance de ressembler à des "bantoustans" non viables économiquement et entièrement dépendants de l'Etat hébreux.

Ce que craignent les dirigeants israéliens et les puissances impérialistes

L'Etat israélien assure et assure toujours le rôle de gendarme des intérêts des puissances occidentales dans le Moyen Orient. Malgré les appuis militaires, celui de l'impérialisme américain en particulier, une grande partie du budget de l'Etat est consacrée à "Tsahal", l'armée israélienne. Ni les bombardements à grande échelle, ni le pilonnage aérien sur le Sud-Liban, ni la répression dans les territoires occupés n'ont réussi vraiment à étouffer le peuple palestinien.

Les partis bourgeois

nationalistes dits "progressistes" ou "anti-impérialistes" qui occupaient le terrain politique se sont effondrés. Le vide politique ainsi créé a profité aux mouvements intégristes musulmans, qui développent un langage populiste démagogique à l'échelle de tous les pays arabes. Ils s'inspirent des aspects les plus rétrogrades de la religion musulmane et tirent toute la société en arrière.

L'appauvrissement brutal des populations dû à la rapacité des capitalistes et à la chute des cours pétroliers risque d'embraser la poudrière que constitue le Moyen-Orient.

Bien sûr, ni le mouvement Hamas, ni le "Jihad islamique" qui occupent le terrain laissé par l'OLP, ne constituent une remise en cause fondamentale des intérêts impérialistes. (Après tout ils se sont bien accommodés du régime iranien).

Mais à choisir, l'impérialisme préfère aujourd'hui discuter et négocier (ou faire semblant) avec des dirigeants comme Arafat, un interlocuteur "au rameau d'olivier" finalement bien contrôlé et docile à l'égard des régimes arabes, des puissances impérialistes...et même d'Israël plutôt que de prendre le risque de laisser se développer le

mouvement intégriste. C'est grâce au combat héroïque du peuple palestinien que ce processus est en train de prendre forme.

Pour l'émancipation de tous les pauvres et déracinés de la région

A la tête d'un combat qui menace d'enflammer dans une même révolte tout le monde arabe, les dirigeants de l'OLP n'ont cherché qu'à conquérir les bonnes grâces des dictatures arabes pour marchander auprès de l'impérialisme et de l'État israélien la seule existence d'une petite autorité sur des lambeaux de territoire.

Mais le mouvement palestinien pouvait et peut encore incarner un espoir bien plus fort, un espoir dépassant les limites de la Palestine. Il peut constituer le fer de lance de l'unité arabe, de la révolution arabe.

Ce sentiment d'unité, cette perspective, seule une direction prolétarienne peut l'incarner réellement. Car seule une telle direction n'aurait aucune raison de respecter les dictatures en place, les inégalités et les frontières.

La révolution arabe sera socialiste ou ne sera pas.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.